

Les « gilets jaunes », qu'est-ce que c'est ?

décembre 2018, 21:55 CET

[Michel Wieviorka](#)

Souvent, les catégories des sciences sociales et celles de la vie quotidienne, de la politique et des médias reposent sur le même vocabulaire, ce qui est source de confusion. Il en est ainsi de l'expression « mouvement social », qui renvoie aussi bien à une conceptualisation sociologique ou de science politique qu'à des usages courants, ordinaires, quand une partie de la société se mobilise, qu'une lutte sociale fait l'actualité et par exemple qu'une grève paralyse la SNCF ou la RATP.

Et, pour compliquer le problème, les concepts, les définitions varient d'une école sociologique à une autre. De ce point de vue, il faut être reconnaissant à The Conversation d'accueillir des articles qui témoignent de la vitalité des sciences sociales dès qu'il s'agit d'une mobilisation aussi importante que celle des gilets jaunes, tout en faisant apparaître la diversité des orientations théoriques des chercheurs.

Autant dire que si l'on veut qualifier l'action des « gilets jaunes » de « mouvement social », il est souhaitable d'indiquer ce que l'on entend en recourant à ce qualificatif. Ainsi, [Thomas Roulet et Bertrand Valiorgue, dans leur article du 3 décembre](#), se réclament d'un courant fréquemment qualifié de « la mobilisation des ressources », et dont la plus haute figure fut l'historien Charles Tilly. Dans cette perspective, un mouvement social est un mécontentement mobilisant des ressources pour parvenir à des fins qui éventuellement incluent son institutionnalisation.

Différemment, pour le courant auquel j'appartiens, avec pour chef de file depuis une soixantaine d'années Alain Touraine, un « mouvement social » est la signification la plus élevée d'une action contestataire mettant en cause face à un adversaire social les orientations générales de la vie collective et présentant deux faces, l'une tendue vers un projet, l'autre défensive. On notera, au passage, que dans les deux cas – Tilly et Touraine –, la figure paradigmatique du mouvement social est donnée par le mouvement ouvrier.

La mobilisation actuelle des « gilets jaunes » comporte-t-elle, parmi d'autres, la signification singulière de « mouvement social », au sens auquel je me réfère ? De façon certainement réelle, mais aussi limitée.

Les deux faces des gilets jaunes

[Lorsqu'ils demandent du respect, la fin du mépris ou de l'arrogance de la part du pouvoir](#), lorsqu'ils se disent citoyens, qu'ils veulent être entendus et écoutés au sommet de l'État pour faire connaître leurs souffrances et leurs difficultés, et qu'ils plaident pour une démocratie renouvelée, étendue, on peut admettre que les gilets jaunes s'inscrivent dans la logique d'un « mouvement social » tel que je l'entends.

Lorsqu'ils dénoncent la précarité, les revenus insuffisants pour une vie digne, qu'ils demandent à ne pas être les laissés-pour-compte du changement et des réformes, ils incarnent à haut niveau, là encore, la face défensive du mouvement, et beaucoup moins celle d'un acteur capable de se tendre vers une utopie ou un contre-projet de société. D'autres revendications n'atteignent pas ce stade de la mise en

cause des orientations générales de la vie collective, et sont d'envergure plus limitée, par exemple lorsqu'est demandée l'annulation d'une mesure fiscale.

Il arrive, comme dans toute mobilisation d'ampleur, qu'à partir de là, des dérapages s'observent, par exemple racistes ou xénophobes. On notera simplement ici que le cœur des revendications est bien social, et n'a rien à voir avec les questions de l'islam, de la laïcité, de l'immigration ou de l'ethnicité. La question de la violence, par contre, mérite qu'on s'y arrête.

Violence et mouvement social

De façon générale, et c'est le [thème principal de mon dernier livre](#), la violence est le contraire du mouvement social, en tous cas au sens indiqué plus haut. Elle surgit quand celui-ci ne parvient pas ou plus à exister et à se transcrire en action concrète, et transforme en rupture ce qui dans un conflit est de l'ordre de la relation, du débat et, éventuellement, de la négociation.

Le conflit met aux prises des adversaires, là où la violence oppose des ennemis. Mais cette dernière peut aussi être un élément du mouvement social, une composante à la fois stratégique et expressive. C'est même ainsi qu'il faut comprendre, à certains égards, les violences des samedi 24 novembre et 1^{er} décembre derniers à Paris – sans oublier qu'il y en a eu aussi dans quelques autres villes de France. Si l'on considère le [profil des personnes interpellées et transmises à la justice](#), les violences parisiennes ont été le fait d'ultra (de gauche et de droite), de purs casseurs voire pilleurs venus souvent de la périphérie, et de gilets jaunes enragés, peut-être montés à Paris pour en découdre éventuellement avec les forces de l'ordre, peut-être portés par le climat insurrectionnel dans lequel ils étaient immergés. Ce qui déjà oblige à corriger l'image simpliste qui ressortait des premiers commentaires, le 24 novembre, pour lesquels il fallait distinguer entre les « casseurs », politisés ou non, et le mouvement à la base, très éloigné de la violence. Mais il y a plus.

Pour être visibles et audibles, et attirer l'attention des médias, les gilets jaunes sont déjà venus à deux reprises à Paris, et ont tenté de manifester au plus près des lieux symboliques du pouvoir. La réussite, de ce point de vue, a été dans l'impact médiatique dû aux affrontements avec les forces de l'ordre et non pas tant à une présence massive de « gilets jaunes », en fait peu nombreux.

La violence est à la fois nécessaire, ou utile, pour occuper le devant de la scène, et inacceptable pour nombre de gilets jaunes. Il y a là une ambivalence du mouvement, qui est sous tension entre l'importance que revêtait leur présence à Paris et la violence inéluctable qui en a découlé jusqu'ici. Il faut distinguer analytiquement, même si elles ont frayé ensemble, la violence qui constitue l'extrémité enragée du mouvement, et celle qui, en dehors, en est le contraire, une sorte alors d'anti-mouvement. Et il faut en même temps considérer la totalité de la violence dans sa relation fonctionnelle, voire légitimante avec un mouvement social qui est par essence, en lui-même, non ou peu violent.

Mouvement social et force politique

Un mouvement social n'est pas une force politique, mais ses acteurs se posent la question du traitement politique de ses demandes. Certains, en son sein, peuvent vouloir se transformer en parti, un peu comme Podemos a jailli des « Indignados » du 15-M en Espagne. D'autres considèrent que l'action politique peut être portée par un parti qui l'exprime, comme dans la social-démocratie au bon temps de la splendeur du mouvement ouvrier, ou qui le dirige sur un mode léniniste.

Les gilets jaunes sont loin, aujourd'hui, de pouvoir donner naissance à une force politique qui leur serait propre, et ne se reconnaissent dans aucun parti, même si le Rassemblement national et la France insoumise s'efforcent, plus encore que la droite classique, de capitaliser leur mobilisation. Leurs revendications initiales, limitées [pour l'essentiel à des mesures fiscales](#), n'ont pas été immédiatement entendues par le pouvoir, et leurs demandes se sont complexifiées et diversifiées.

Mais il n'existe pas de force sociale ou politique capable d'en assurer le traitement institutionnel. Dès lors, elles s'agglutinent dans une confusion que des propositions politiques de changement global tentent de ramener à une formulation unique.

Référendum, dissolution, autoritarisme et VI^e République

C'est ainsi que quatre tendances se dessinent, au moins.

- La première – transmission en langage politique du discours des acteurs quand ils scandent « Macron démission ! » – consiste à exiger un référendum. Ce qui, dans la tradition française et compte tenu des circonstances, ne peut être qu'un plébiscite à l'envers : la question en serait dictée par les contestataires, et le résultat prévisible en serait la mise en échec du président, avec à la clé son départ.
- La deuxième est une mise en forme politique de l'idée « démagiste » selon laquelle il faut en finir avec les parlementaires en place. Elle passe par la dissolution de l'Assemblée nationale, et ne peut aboutir qu'à une cohabitation, puisque le président reste en place dans une telle hypothèse.
- Troisième tendance : l'autoritarisme, qui commence à se faire entendre. Il est alors demandé à la tête du gouvernement un nouveau premier ministre qui ait de la poigne – le nom du Général de Villiers circule dans certains milieux, vraisemblablement à son corps défendant. Parfois encore, quatrième tendance, il redevient question d'un changement institutionnel radical, et le thème de la « VI^e République » refait alors surface.
- Ainsi, [faute de niveau intermédiaire](#) dans le système politique et social institutionnel, les demandes du mouvement deviennent des projets politiques au sommet. Elles ne sont susceptibles d'aboutir alors qu'au prix d'un spasme social prolongé et paralysant pour le pays, encouragé par des politiciens désireux non pas de voir ramener rapidement la paix, le dialogue et la négociation que de faire vivre les tensions incarnées par le couple paradoxal gilets jaunes–violence.

Un acteur défensif et... neuf

Dans la définition du « mouvement social » qui est la mienne, celui-ci ne se réduit pas à un épisode, une lutte, un moment ; il s'inscrit dans l'épaisseur historique d'un type de société, il en est l'acteur contestataire. Les gilets jaunes, dans la mesure où une de leurs significations est celle du « mouvement social », s'inscrivent bien plus dans le type de société qui se défait que dans celui qui naît – c'est ce que dit fort justement [Daniel Behar sur ce site](#).

Les gilets jaunes incarnent, avant tout, le refus de faire les frais de cette transformation, ils sont l'acteur défensif d'un modèle qui a commencé à se décomposer avec la fin des Trente Glorieuses. Mais les mobilisations actuelles sont-elles dans la continuité avec d'autres, plus anciennes, liées au mouvement social de l'ère industrielle classique que nous quittons, le mouvement ouvrier ? Pas vraiment. Les

grandes luttes des cinquante dernières années n'ont jamais été portées par les acteurs d'aujourd'hui, et les témoignages abondent de personnes d'un certain âge expliquant qu'il s'agit là pour elles de leur toute première expérience de l'engagement et de la manifestation.

Pourtant, les comparaisons historiques vont bon train, y compris avec 1995. Ce qui n'est pas sérieux, et source de confusion et d'idéologie. Il faut une bonne dose d'incurie intellectuelle [chez certains](#) pour profiter de la situation présente pour régler on ne sait quels comptes avec des chercheurs s'étant exprimés en 1995 à propos de la mobilisation de l'époque, et suggérer une continuité avec 2018 : les acteurs de 1995 défendaient un modèle social assurant diverses garanties aux salariés et fonctionnaires ; ceux de 2018 demandent des mesures fiscales et sociales au profit de tout autres catégories.

Le mouvement des gilets jaunes est neuf, alors même qu'il exprime la fin d'un monde sans entretenir un quelconque lien avec le syndicalisme ou ce qui reste de la classe ouvrière comme telle. Il est encore plus neuf, et par contre installé alors dans un nouveau monde, si l'on considère ses formes de mobilisation, qui conjuguent le recours aux technologies modernes de communication, et la présence physique en des lieux multiples permettant la couverture de tout le territoire national.

Mais la technologie est une chose, le sens en est une autre : les gilets jaunes ne nous parlent guère de l'entrée dans un nouveau monde où ils auraient une place créatrice, y compris sur un monde contestataire. Tout au plus plaident-ils – on l'a dit – pour un renouveau de la démocratie, et expriment-ils ça et là une réelle sensibilité au thème de l'environnement.

Gilets jaunes, quel avenir ?

Un mouvement n'est pas une classe sociale, et encore moins une catégorie ou un ensemble de catégories sociales : les « gilets jaunes » sont socialement diversifiés, et donc indéterminés, les uns modestes, les autres moins, ils comptent en leur sein des femmes, et pas seulement ou principalement des hommes ; des jeunes, et des « seniors ».

Ils ont raison de ne pas vouloir faire les frais d'une longue mutation dont ils ont été les « oubliés » et les « invisibles », de demander des mesures sociales en leur faveur, d'exiger, aussi, du respect et de la démocratie. Mais ils ne constituent pas le sel de la terre, et leur mouvement pour l'instant n'invente aucun avenir au-delà de ce qu'exigent des politiques sociales et de dignité.

Il est injuste d'y voir une ébauche de fascisme, à l'italienne, car ils ne sont pas porteurs de revendications qui en donneraient l'image ; il est tout autant erroné d'y voir l'acteur contestataire d'un monde nouveau, car ils n'apportent pas d'appels au renouveau culturel, intellectuel, utopique, créatif – ou fort peu.

Céder à leurs demandes est à la fois nécessaire, voire incontournable, et périlleux.